D.R.

ÉRIC DENÉCÉ

UN LIVRE NOIR POUR ALERTER LE MONDE

Directeur du CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement), Éric Denécé n'est pas un inconnu des Arméniens. Avec son collègue chercheur Tigrane Yégavian, il a dirigé un ouvrage de 400 pages appelé à faire date tant il explore les multiples dimensions de la question artsakhiote. Entretien exclusif.

Nouvelles d'Arménie Magazine : Vous avez été l'une des rares personnalités françaises à prendre clairement position au cours de la guerre des 44 Jours pour dénoncer l'axe turco-azéri. Pourquoi avez-vous entrepris la direction de cet ouvrage collectif avec votre collègue du CF2R, Tigrane Yégavian, et comment avez-vous procédé pour réunir autant de personnalités ?

Éric Denécé : En premier lieu, parce que personne ou presque, n'a accordé sa véritable importance à cet événement géopolitique majeur qui se déroule aux confins de l'Europe et de l'Asie. L'absence de couverture médiatique pourrait laisser croire à nos compatriotes qu'il s'agit d'un épiphénomène. Or, il n'en est rien. C'est une civilisation plurimillénaire qui risque de disparaître sous les coups de boutoirs des deux régimes islamo-fascistes de Bakou et d'Ankara. Nous ne pouvions rester sans réagir devant ce risque de cataclysme géopolitique. En second lieu, le CF2R se composant d'experts du renseignement, nous nous attachons, autant que faire se peut, à détecter les évolutions de ce monde le plus tôt possible et à analyser les crises en cours. Or, la situation du Sud-Caucase est explosive et elle réunit de nombreux acteurs internationaux majeurs (Russie, Turquie, Iran, Israël, etc.). Si l'Occident ne semble guère s'y intéresser et ferme les yeux sur les multiples exactions azéries, nous nous devions d'alerter sur les enjeux et les risques de ce conflit.

NAM : Il est intéressant de remarquer la dimension éclectique et transpartisane de ce livre qui, non content de se pencher sur les aspects historiques et géo-stratégiques de la question artsakhiote, embrasse d'autres aspects comme le champ littéraire avec les contributions des écrivains Marina Dedeyan et de Gilbert Sinoué… Un choix délibéré de votre part ?

E. D. : En effet, nous souhaitions montrer que la situation arménienne et du Haut-Karabakh touchait toutes les catégories de Français, de droite comme de gauche, s'intéressant tant à la sécurité internationale qu'à la culture ou aux droits de l'homme. Je salue tous ceux qui ont accepté de participer à cet ouvrage. De plus, nous n'oublions pas que ces dernières années, une partie de la communauté turque installée dans notre pays, et travaillée par le national-islamisme d'Erdogan, s'en est pris à la communauté arménienne. Ce prolongement sur notre territoire du conflit n'est pas acceptable et l'hostilité et le racisme d'une partie des Turcs de France n'est pas admissible. C'est

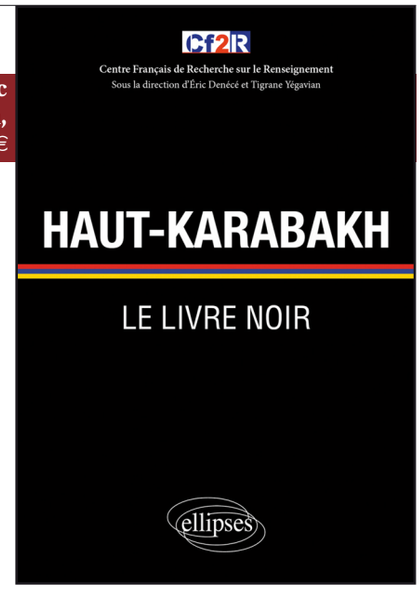
donc devenu également une question de politique intérieure qui ne peut laisser les Français indifférents. La solidarité avec nos compatriotes d'origine arménienne s'impose, comme avec nos amis d'Artsakh, victimes de l'agression turco-azérie.

NAM : Dans votre introduction cosignée avec Tigrane Yégavian, vous tirez à boulets rouges sur le panturquisme, la lâcheté de l'Occident, mais aussi le comportement de la Russie dans le déroulement des hostilités. Le CF2R a récemment fait l'objet de sévères accusations de complaisance envers Moscou au sujet de vos articles et interventions dans l'affaire ukrainienne. Qu'en est-il ?

E. D. : La guerre en Ukraine a donné lieu à une prise de position des Occidentaux, notamment de la France et de ses médias que rien ne justifiait objectivement. Nous ne sommes pas alliés de l'Ukraine, qui n'est ni dans l'Union européenne, ni dans l'OTAN et nous ne sommes pas en guerre avec la Russie. Pourtant, nous sommes de facto devenus cobelligérants et la très grande majorité de nos médias font preuve d'un esprit partisan totalement excessif en faveur du régime de Zelensky. Notons qu'ils n'ont rien fait de même lorsque les États-Unis ont envahi l'Irak en 2003 en violation de la charte de l'ONU, ou lorsque la Turquie a envahi une partie de Chypre en 1974, occupe illégalement une partie du territoire syrien depuis 2012 et provoque la Grèce. De même, leur silence est assourdissant lorsque le Haut-Karabakh et l'Arménie sont agressés par l'Azerbaïdjan (2020, 2022). Cela donne une idée de leur objectivité ! De plus, les plus extrémistes des journalistes se livrent à un véritable terrorisme intellectuel en accusant tous ceux qui défendent des positions différentes d'être d'extrême-droite. Chez eux, cela relève véritablement d'un conspirationnisme aigü ! Et je maintiens mes positions pour n'avoir cessé de suivre ce dossier depuis la fin de la guerre froide : depuis 30 ans, l'Occident n'a cessé de bafouer la Russie, de lui mentir, allant jusqu'à la provoquer. Ce sont des faits, niés par beaucoup. Il ne s'agit pas de défendre Moscou, mais de comprendre que sa réaction n'a rien d'étonnant et qu'il est fallacieux de lui faire porter, seul, la responsabilité de ce conflit.

« Les élites et dirigeants arméniens sont très largement responsables de la situation qu'ils traversent. »

Haut-Karabagh, le livre noir, d'Éric Denécé et Tigrane Yégavian, Ellipses, 408 pages, 28 €



NAM : On notera aussi que vous n'épargnez pas non plus les dirigeants arméniens. Quel bilan critique peut-on faire de leur politique ? Quelles leçons en tirez-vous ?

E. D. : Non, je crois qu'il faut être réaliste. Même si nous défendons l'Arménie dans cette situation tragique, force est de constater que les élites et les dirigeants arméniens sont très largement responsables de la terrible situation qu'ils traversent : absence de sens de l'État et de vision stratégique, aucune préparation militaire, surtout depuis 2020, politique internationale inefficace, incapacité à mobiliser la diaspora et ses ressources, imprévoyance, etc. ce sont des fautes extrêmement lourdes, surtout face à une dictature déterminée et disposant de ressources comme celle d'Aliev. Au regard de l'Histoire, ils en porteront une responsabilité écrasante. Pourtant, des exemples qui pourraient les inspirer existent, en particulier celui de l'État d'Israël (lequel soutient paradoxalement Bakou), entouré d'États qui ont longtemps voulu sa perte et en situation démographique extrêmement défavorable, sans ressources autres qu'intellectuelles, mais disposant d'une diaspora importante. Ce sont là des caractéristiques partagées par l'Arménie. Or aucune leçon n'en a été tirée.

NAM : De manière générale, pourquoi, à vos yeux, est-il important que l'opinion et la classe politique françaises s'intéressent à l'Artsakh ?

E. D. : Parce que c'est, à nos yeux, un marqueur géopolitique majeur et non un événement anodin qui concerne directement notre pays qui se targue de pouvoir encore peser sur les affaires du monde. Si nous ne faisons rien, nous serons coresponsables d'un nouveau nettoyage ethnique en Artsakh, voire en Arménie. Et les Turcs et leur allié ne s'arrêteront pas là. Par ailleurs, nous sommes directement concernés car ces événements connaissent un retentissement important sur notre sol. Enfin, parce que l'Europe, bafouant ses propres valeurs sous la houlette de la très contestable Ursula von der Leyen a, sans honte et sans scrupule, décidé de fermer les yeux sur l'agression azérie car Bakou lui livre désormais du gaz en remplacement des approvisionnements russes. C'est donc le « *deux poids deux mesures* » caractéristique de l'Occident qui se manifeste à nouveau : nous prenons parti pour l'Ukraine, mais nous fermons les yeux pour le Haut-Karabakh et l'Arménie. C'est un scandale qu'il convenait de dénoncer.

NAM : Quel est le lectorat que vous espérez toucher par ce livre et comment le public arménien pourrait-il vous aider à mieux le diffuser ?

E. D. : La nature des contributions de cet ouvrage nous permet de viser un très large public français et francophone : diplomates, spécialistes de la géopolitique et des relations internationales, politiques et parlementaires, journalistes voulant comprendre l'Histoire afin d'éclairer la situation actuelle, communauté arménienne, étudiants, etc. Plus les lecteurs seront nombreux, plus la cause arménienne disposera de soutiens. ■

Propos recueillis par
Zaven Djandjikian

D.R.